40^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial
“Vivre avec le patrimoine mondial en Afrique”
Johannesburg, Afrique du Sud
26 - 29 septembre 2012

INTRODUCTION

Le gouvernement de la République d’Afrique du Sud, avec la collaboration du Centre du patrimoine mondial de l’UNESCO et du Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF), a initié un programme de sept mois pour la région Afrique dans le cadre de la célébration du 40^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial sous le thème « *Patrimoine mondial et développement durable : le rôle des communautés locales* ».

Le programme de sept mois qui est une contribution au débat mondial sur « le patrimoine mondial et le développement durable » comportait les activités suivantes :

i. *Un rapport d’état des lieux (mars-avril 2012)*

Le rapport d’état des lieux donne une évaluation actualisée des relations entre le patrimoine mondial et les industries extractives dans la région Afrique avec des recommandations qui ont été examinées pendant l’atelier d’experts en mai 2012 (Afrique du Sud) ;

ii. *Un atelier d’experts sur le patrimoine mondial et les industries extractives (23-25 mai 2012, Maropeng, Afrique du Sud)*

L’atelier d’experts sur « la gestion des impacts des activités de développement et de l’extraction des ressources dans et aux abords des biens du patrimoine mondial dans la région Afrique a eu lieu à Maropeng en Afrique du Sud. L’atelier a été une plateforme de dialogue entre 75 experts et représentants de gouvernements africains, d’industries extractives et d’institutions du patrimoine. Les experts ont examiné les difficultés par rapport aux industries extractives et à la conservation du patrimoine mondial, et de réconciliation des objectifs de développement durable et de conservation du patrimoine. La réunion a abouti à des recommandations sur les meilleures pratiques pour les industries extractives et les biens du patrimoine mondial dans la promotion du développement durable.

iii. *Une conférence internationale sur « Vivre avec le patrimoine mondial en Afrique », 26-29 septembre 2012*

La conférence internationale sur « Vivre avec le patrimoine mondial en Afrique » a eu lieu en Afrique du Sud. Elle a rassemblé environ 300 décideurs provenant des gouvernements africains, des institutions du patrimoine, des communautés locales et des secteurs du développement. Tout au long de la conférence ont prévalu des sous-thèmes identifiant les moyens et les stratégies pour la gestion des biens du patrimoine mondial en Afrique face à la pression croissante du développement. Parmi ces thématiques se trouvent (a) Patrimoine mondial, développement durable et réduction

de la pauvreté et (b) Patrimoine mondial et communautés locales. Le programme de la conférence comportait :

- i. Un colloque pour 16 ministres africains de la culture, du tourisme, de l'environnement et des mines qui abordé les questions de patrimoine mondial et de développement durable à l'échelle régionale ;
- ii. Des colloques parallèles sur le patrimoine mondial, le développement durable et de la réduction de la pauvreté pour le secteur privé et l'industrie touristique en Afrique d'une part et d'autre part un colloque sur le patrimoine mondial et les industries extractives. Les sessions parallèles ont discuté des stratégies permettant au développement en Afrique de répondre aux besoins socioéconomiques actuels sans compromettre l'avenir du patrimoine mondial ;
- iii. Un séminaire d'experts animé par 60 spécialistes qui ont fait des présentations croisées sur le patrimoine mondial et le développement durable. Les présentations seront publiées par les organisateurs de la conférence.

QUESTIONS PRINCIPALES

- Articuler le rôle des biens du patrimoine mondial en matière de développement durable et explorer les possibilités pouvant assurer que le développement répond aux besoins socioéconomiques actuels sans compromettre l'avenir du patrimoine mondial en Afrique, avec un accent mis sur:
 - Le patrimoine mondial et les industries extractives ;
 - Le patrimoine mondial et le développement durable à travers la gamme des impératifs socio-économiques essentiels (par exemple, le tourisme durable, la réduction de la pauvreté etc.)
 - Comment les piliers du développement durable (environnement, économie et société) sont intégrés dans les activités d'extraction et de développement dans et aux abords du patrimoine mondial.
- Explorer les moyens et stratégies de création des systèmes de développement durable pour le patrimoine mondial sur le continent africain face aux pressions de développement et au besoin de sauvegarde des biens du patrimoine.
- L'évaluation du rôle critique que le patrimoine mondial joue dans l'amélioration des conditions de vie des communautés en Afrique, y compris la compréhension la définition de leur potentiel et aussi leur rôle incontournable dans la gestion et le développement du patrimoine mondial en Afrique ainsi qu'à l'échelle internationale avec un accent particulier sur :
 - les expériences communautaires en matière de vie au quotidien dans et aux abords des lieux de patrimoine mondial ;
 - la réalité des bénéfices et de l'implication communautaires avec les biens du patrimoine mondial ;
 - l'appréhension des obligations/responsabilités communautaires dans la conservation des biens du patrimoine mondial ;

- l'exploration des opportunités entrepreneuriales sur les biens du patrimoine mondial ;
- l'identification des stratégies pour renforcer le rôle des communautés locales vivant sur et aux abords des biens du patrimoine mondial.

DOCUMENT DE POSITION AFRICAINE SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

2^e Document de position africaine sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial

Préambule

1. La *Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de 1972* (« Convention du patrimoine mondial ») va célébrer son 40^e anniversaire en novembre 2012. Dans son article 4, cette convention internationale, la plus populaire, reconnaît que les Etats Parties ont « *un devoir d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la présentation et la transmission aux générations futures* » de leur patrimoine culturel et naturel. La Convention du patrimoine mondial reconnaît que notre patrimoine est irremplaçable et de Valeur Universelle Exceptionnelle pour les générations futures. Elle engage aussi la communauté internationale à agir de façon solidaire pour la sauvegarde et la présentation du patrimoine de l'humanité.
2. De 1972 à 1992, le Comité du patrimoine mondial s'est focalisé sur la ratification de la Convention et sur l'identification, la nomination et l'inscription des biens afin d'établir la Liste du patrimoine mondial. Dans sa troisième décennie, à travers l'adoption des objectifs stratégiques (à l'occasion de la célébration du 30^e anniversaire de la Convention en 2002), le Comité du patrimoine mondial a orienté son attention vers la consolidation de la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial en recherchant un témoignage représentatif et géographiquement équilibré des biens culturels et naturels ayant une Valeur Universelle Exceptionnelle. Les objectifs stratégiques lançaient aussi un appel pour la conservation et la gestion des sites, l'intensification de la sensibilisation du public, l'engagement et le soutien pour le patrimoine mondial. De plus, la déclaration de 2002 lançait un appel aux Etats Parties pour assurer un équilibre approprié et équitable entre la conservation, la durabilité et le développement, garantir la protection des biens du patrimoine mondial tout en contribuant au développement économique et social et à la qualité de vie de nos communautés, y compris l'éducation et l'accès aux services. Aujourd'hui, nous pouvons franchement affirmer que la Convention et le travail du Comité du patrimoine mondial ont fait faire des progrès dans ces domaines.
3. Dans la prochaine décennie, le Comité du patrimoine mondial doit faire face au défi d'établir des cibles qui rassemblent les Etats Parties, les organisations internationales et d'autres organismes pertinents afin de garantir que les exemples les plus exceptionnels du patrimoine de l'humanité ne sont pas impactés par les conflits humains, l'utilisation des ressources ou les échecs de notre mandat suprême de les protéger et conserver. Les

plateformes de dialogue entre les nations en faveur de la protection et de la sauvegarde du patrimoine mondial naturel et culturel doivent être maintenues et renforcées. Les biens du patrimoine mondial appartiennent et doivent être accessibles aux peuples du monde entier, et contribuer aux bénéfices des communautés.

Contexte du continent africain

4. Au moment où la communauté internationale célèbre le 40^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial, le continent africain évalue ses réussites et ses difficultés dans la perspective d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la Convention en tant qu'outil de conservation et de contribution au développement humain.
5. Parmi les 54 pays du continent, seuls la Somalie et le nouvellement indépendant Soudan du Sud n'ont pas ratifié la Convention du patrimoine mondial. Les premiers signataires en Afrique étaient la République Démocratique du Congo, le Niger et le Nigeria en 1974 ; le dernier signataire est la Guinée Equatoriale en 2010.
6. Il existe 86 biens du patrimoine mondial en Afrique subsaharienne (47 culturels, 35 naturels et 4 mixtes) sur un ensemble de 962 biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Parmi ces biens, 18 sont sur la Liste en péril, ce qui représente 42% du total des 42 sites. La plupart des sites africains sur la Liste en péril proviennent d'Etats Parties dans des situations de conflit ou de post-conflit.
7. Actuellement, l'Afrique est le seul continent disposant d'un Fonds dédié à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF). Les objectifs du Fonds sont, entre autres, d'assurer des pratiques de bonne conservation, de renforcer les capacités, d'augmenter le nombre des biens africains inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et d'œuvrer pour le retrait des sites africains de la Liste du patrimoine mondial en péril.
8. Le continent africain a été pionnier dans les programmes de renforcement des capacités en matière de gestion et de conservation du patrimoine, tels que le programme Africa 2009 initié à la réunion régionale des professionnels du patrimoine culturel africain tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire en 1998, et le programme de formation en cours sur la préparation des dossiers d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. L'Afrique a aussi développé deux exercices de Rapport Périodiques qui ont été aussi utilisés comme plateformes pour le renforcement de capacités dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Ceci inclut d'autres programmes en cours tel qu'Africa Nature.
9. Afin de faire face aux difficultés particulières du continent africain, le Comité du patrimoine mondial et les Etats Parties africains ont mis en place un certain nombre de mesures pendant les quatre dernières décennies afin de donner une suite aux obligations et aux engagements des Etats Parties africains. Parmi ces mesures figurent la Stratégie Globale de 1994 et le premier Rapport Périodique pour l'Afrique en 2002.
10. En dépit de ses réussites, l'Afrique continue de faire face à une multitude de défis dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Malgré ses immenses

ressources naturelles et sa richesse minière, le continent reste confronté aux besoins de développement, à une population croissante et à des niveaux de pauvreté élevés. La difficulté la plus sérieuse du continent concerne son développement économique et la réduction de la pauvreté. Par conséquent, la sauvegarde du patrimoine continental ne peut pas ne pas contribuer aux mieux-être économique et social des habitants.

11. L'Afrique possède son expérience propre et unique dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial au cours des 40 années passées. En conséquence, le continent africain présente ce Document de Position mettant l'accent sur les expériences africaines, les succès et les difficultés ainsi que les contributions du continent pour faire face aux défis des décennies à venir.

Contexte historique : chronologie des évènements, des actions et des faits

12. Le 1^{er} Document de Position africaine a été présenté à la 29^e session du Comité du patrimoine mondial qui s'est réuni à Durban en Afrique du Sud en octobre 2005, et puis au Conseil des ministres de la culture et au Sommet des Chefs d'Etats de l'Union Africaine à Khartoum en 2006. Le 1^{er} Document de Position Africaine émane de la décision des représentants du groupe africain à l'UNESCO au sein du Comité du patrimoine mondial et des Observateurs pour trouver des réponses aux difficultés de mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Afrique.
13. Le 1^{er} Rapport Périodique pour l'Afrique adopté par la 26^e session du Comité du patrimoine mondial en 2002, a identifié un certain nombre de lacunes dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, plus particulièrement dans les domaines des propositions d'inscription, de la conservation et de la protection des biens du patrimoine mondial en Afrique. Le rapport notait que l'Afrique subsaharienne était la région la moins représentée, comptant seulement 7% des biens sur la Liste du patrimoine mondial. De plus, il y avait plusieurs Etats Parties africains qui n'avaient aucun bien sur la Liste. En cette période, il y avait des pays qui n'avaient pas encore ratifié la Convention malgré ses 30 ans d'existence et près d'un quart des biens du patrimoine mondial en Afrique (14 sur un total de 35) étaient sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Cette situation s'expliquait par des ressources inadéquates, des cadres institutionnels faibles, des programmes de formation et de renforcement de capacité inadéquats, de faibles niveaux d'information et de sensibilisation, un travail en réseau pauvre, de faibles niveaux de participation au niveau local et une coopération régionale et internationale inadéquate, entre autres.
14. Le 1^{er} Document de Position Africaine, rédigé pour faire face à la pléthore de problèmes affectant le patrimoine africain, a été conçu dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD) et le programme stratégique de l'Union Africaine pour 2004-2007. Le document de position s'est par conséquent aligné sur les objectifs du NEPAD comprenant : l'éradication de la pauvreté, le placement des pays africains pris individuellement et collectivement sur le chemin de la croissance et du développement durable ; l'arrêt de la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation et l'amélioration de son intégration entière et bénéfique dans l'économie mondiale ; et l'accélération du pouvoir de la femme.

15. Le 1^{er} Document de Position Africaine a été soutenu par un plan d'action décennal comprenant 8 objectifs stratégiques et plusieurs résultats escomptés destinés à être mis en œuvre par un Fonds africain installé sur la base de l'article 17 de la Convention du patrimoine mondial qui stipule que : *« les Etats Parties à cette Convention considéreront ou encourageront l'établissement de fondations ou d'associations nationales publiques ou privées dont l'objet est de susciter des dons pour la protection du patrimoine culturel et naturel tel que défini aux articles 1 et 2 de la Convention »*.
16. Les objectifs du Document de Position reflètent les besoins du continent en termes de gestion du patrimoine et de développement durable, la promotion de la Convention du patrimoine mondial sur le continent et la solution à la myriade de difficultés auxquels fait face le continent, surtout dans le secteur du patrimoine. Le Document de Position demeure fidèle à l'esprit et à la lettre de l'engagement du NEPAD et de l'Union Africaine à résoudre les problèmes africains, y compris le positionnement du continent sur la scène internationale. Ainsi, les 8 objectifs établis visent à assurer :
- 1) que le patrimoine naturel et culturel contribue au développement durable en Afrique
 - 2) qu'il y a une amélioration dans les cadres politiques, légaux et institutionnels pour une conservation efficace et efficiente du patrimoine en général, et pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial sur le continent en particulier ;
 - 3) l'établissement, en accord avec les recommandations du premier Exercice de Rapport Périodique (2002), de AWHF et autres mécanismes de financement tirant leçon de l'expérience d'autres expériences, en vue de faciliter la conservation efficace et efficiente du patrimoine en général, et la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial sur le continent africain en particulier ;
 - 4) l'augmentation et le renforcement des capacités des ressources humaines pour la protection, la conservation et la gestion du patrimoine à travers l'éducation, la formation et la sensibilisation ;
 - 5) l'établissement de mécanismes pour l'information concernant l'échange de connaissance en faveur du patrimoine africain, matériel et immatériel ;
 - 6) l'organisation d'un audit et d'inventaires nationaux et de listes indicatives du patrimoine culturel et naturel ;
 - 7) l'augmentation des inscriptions de nouveaux sites en s'assurant que les dossiers d'inscription africains sont conformes aux Orientations pour la mise en œuvre du patrimoine mondial et la réduction et éventuellement le retrait de tous les biens africains de la Liste du patrimoine mondial en péril ;
 - 8) le renforcement de la protection, conservation et gestion du patrimoine particulièrement dans les situations de conflit, post-conflit et catastrophes naturelles.
17. La Stratégie Globale pour une liste du patrimoine mondial représentative, équilibrée et crédible a été adoptée par le Comité du patrimoine mondial en 1994. Le but de la Stratégie est de garantir que la Liste reflète toute la gamme du patrimoine culturel et naturel du monde ayant une valeur universelle exceptionnelle. Dans le cadre de la Stratégie Globale, plusieurs réunions d'experts ont eu lieu pour aider à améliorer la compréhension du patrimoine africain. De ces réunions sont issues plusieurs

recommandations pour l'identification, l'étude, la protection et la promotion des composantes archéologiques, architecturales, techniques et spirituelles du patrimoine culturel africain. Elle en appelle au concept de patrimoine culturel transcendant le monumentalisme.

18. Au Sommet Mondial sur le Développement Durable, tenu à Johannesburg en 2002, un atelier sur le patrimoine mondial en Afrique et le développement durable a eu lieu et une déclaration a été adoptée au cours de la réunion statuant : « *la gestion du patrimoine est un important outil pour la promotion du développement durable et la réduction de la pauvreté* » ; et que : « *le statut de patrimoine mondial peut apporter une contribution distincte et de valeur au développement durable dans les pays africains* ».
19. En réponse aux problèmes du patrimoine sur le continent, le Sommet a fait des recommandations aux gouvernements africains, ce qui inclut un appel pour : réaffirmer leur engagement politique pour promouvoir la gestion du patrimoine ; renforcer les efforts visant à éradiquer les problèmes qui menacent les sites et la gestion du patrimoine en Afrique, y compris les guerres, les conflits, le braconnage, la famine, les maladies et l'absence d'éducation ; introduire des cadres légaux et législatifs qui concilient la nature et la culture ; intensifier les efforts de sensibilisation des décideurs sur le rôle crucial du patrimoine dans la promotion du développement durable et la lutte contre la pauvreté ; allouer des ressources à la gestion du patrimoine ; souligner le rôle crucial des communautés locales dans la gestion et l'appropriation du patrimoine et les renforcer de façon continue afin qu'elles restent au cœur de la gestion du patrimoine.
20. Le chemin emprunté par l'Afrique pendant plusieurs années par rapport à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial de 1972 montre que le continent a enregistré des résultats consistants. Tout ce qui a été réalisé l'a été en consultation et en conformité avec la vision de l'Union Africaine, les objectifs du NEPAD, et prend connaissance des singularités sur le continent.
21. La question à laquelle le continent fait face aujourd'hui est de savoir si ces actions ont engendré des résultats positifs, relevé les défis, ou ont seulement réglé partiellement le problème. Et si c'est le cas, pourquoi cela ? Ce document de position vise à identifier et régler les questions pendantes ainsi que les difficultés et les pressions actuelles.

Réussites de la mise en œuvre de la Convention en Afrique

22. Le programme Africa 2009 comprend un objectif général défini par le Comité du patrimoine mondial pour les professionnels du patrimoine culturel immobilier en Afrique subsaharienne, ainsi que des « projets situés » sur des sites spécifiques dans la région pour améliorer les conditions de conservation.
23. Suite au programme Africa 2009, à la création d'AWHF et la réalisation réussie du 2nd cycle de Rapport Périodique pour l'Afrique en 2011, plusieurs des défis auxquels le continent fait face ont été relevés.
24. Des ressources importantes ont été mobilisées à travers AWHF pour soutenir la conservation et la gestion du patrimoine africain sur le continent. A l'exception de la Somalie et du Soudan du Sud, plusieurs Etats Parties Africains à la Convention ont ou

bien un site sur la Liste ou encore leurs sites sont en préparation avec l'assistance des processus en amont et du programme d'élaboration des dossiers d'inscription.

25. A la fois à travers Africa 2009 et AWHF, les activités de formation et de renforcement de capacités ont eu lieu en collaboration avec les institutions régionales, tel que l'Ecole du Patrimoine Africain (EPA) et le Centre pour le Développement du Patrimoine en Afrique (CHDA). Aujourd'hui, il existe un groupe de professionnels et de praticiens sur le continent et dans presque tous les pays qui ont bénéficié de différentes sortes de programmes de formation couvrant une gamme depuis la gestion jusqu'à l'élaboration des dossiers d'inscription. Ceci a renforcé les capacités des institutions à mieux à gérer leur patrimoine sur le continent en s'appuyant sur les services des professionnels formés.
26. Le rôle des communautés dans la gestion du patrimoine a été un élément-clé des activités de formation et de renforcement de capacités, une attention permanente ayant été accordée à la capacitation des gestionnaires du patrimoine qui sont sensibles au rôle central des communautés. Cette approche a assuré la participation des communautés et aujourd'hui, le continent peut fièrement démontrer qu'il existe des biens du patrimoine mondial dans plusieurs parties de l'Afrique qui sont gérés par les communautés ou en partenariat avec les institutions et agences du patrimoine.
27. On a enregistré une amélioration sensible dans la coopération régionale et internationale étant donné que des réseaux de professionnels ont été créés grâce aux exercices de renforcement de capacité et à la coopération institutionnelle, par exemple avec l'EPA et CHDA, pour la planification et la mise en œuvre des programmes. Le programme pour la préparation des dossiers d'inscription, soutenu par l'AWHF, a renforcé la coopération non seulement entre les institutions régionales et les Etats Parties, mais également avec les organismes consultatifs en l'occurrence l'UICN, l'ICCROM et l'ICOMOS qui ont travaillé étroitement avec les institutions régionales, les Etats Parties, le Centre du patrimoine mondial et l'AWHF pour développer et mettre en œuvre la Convention du patrimoine mondial. Ceci constitue un domaine où l'expérience africaine de collaboration avec divers partenaires, y compris les organes consultatifs sans peur ni conflit d'intérêt, peut être utilisée par d'autres.
28. La création d'AWHF constitue l'un des exemples de la coopération régionale et internationale. Plusieurs Etats Parties d'Afrique et des autres régions ont continué et continuent de contribuer aux activités d'AWHF qui touchent à la conservation du patrimoine et à la mise en œuvre de la Convention. Ceci a, dans une certaine mesure, répondu à l'appel en direction des Etats Parties pour investir dans le patrimoine au niveau continental. A l'échelle sous régionale et nationale, cet aspect a encore besoin d'être consolidé.
29. Le 2^e cycle de Rapport Périodique pour l'Afrique, adopté par la 35^e session du Comité du patrimoine mondial en 2001, a démontré une coopération régionale et internationale. L'Afrique a travaillé avec succès comme région avec des partenaires régionaux et internationaux pour rédiger des recommandations susceptibles d'améliorer la mise en œuvre de la Convention. L'Exercice de Rapport Périodique a impliqué, entre autres, un coordonnateur régional, quatre tuteurs sous régionaux, les points focaux nationaux les gestionnaires de sites des Etats Parties participants, le CHDA, l'EPA, le Centre du

patrimoine mondial de l'UNESCO, l'AWHF, la Fondation Nordique du Patrimoine Mondial, l'UICN, l'ICCROM et l'ICOMOS. L'exercice a requis des financements de différents partenaires, surtout les Etats Parties.

30. Il a été aussi fait la preuve d'une coopération démontrée entre divers partenaires sur le continent, par exemple au moment où différents Etats Parties en conjonction avec l'AWHF ont organisé des forums pour discuter des questions affectant le continent. La réunion d'experts sur le patrimoine et les industries extractives tenue à Maropeng, et organisé par l'AWHF et la République d'Afrique du Sud en 2011, est un cas intéressant. D'autres concertations ont eu lieu par exemple pendant l'Exercice du 2^e cycle de Rapport Périodique pour l'Afrique. Ces réunions ont été organisées par le Centre du patrimoine mondial avec la collaboration d'AWHF, du CHDA, de l'EPA et des Etats Parties du Sénégal, du Cameroun, du Kenya, d'Afrique du Sud et de Namibie.
31. Concernant l'augmentation du nombre de sites africains sur la Liste du patrimoine mondial, les Etats Parties n'ont seulement pris part aux programmes de préparation des dossiers d'inscription mais, avec le soutien d'AWHF et du Centre du patrimoine mondial, ils ont aussi actualisé leurs listes indicatives tel qu'envisagé dans l'un des 8 objectifs du plan d'action décennal mis en œuvre par l'AWHF. Les formations sur la préparation des propositions d'inscription ont amélioré la qualité des propositions provenant du continent. Ceci a aussi conduit à l'augmentation des inscriptions de biens africains sur la Liste du patrimoine mondial.
32. En même temps que la collaboration entre les organes consultatifs en matière de formation et de d'assistance-conseil a permis d'améliorer la qualité des propositions d'inscription et assuré une certaine rigueur aux premières étapes des préparations, le Comité du patrimoine mondial aura besoin de dire clairement et aussi donner des orientations claires sur les sortes d'interactions/rôles entre les Etats Parties, les organes consultatifs, les institutions de formation et de financement aussi bien que le Centre du patrimoine mondial. Ceci permettra d'éviter les malentendus et les conflits d'intérêt.

Domaines et questions de préoccupation

33. Malgré les réalisations évidentes et visibles dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Afrique, le continent doit encore faire face à une multitude de difficultés en termes de conservation et de gestion des biens du patrimoine mondial. L'Afrique sub-saharienne possède encore la représentation la plus faible sur la Liste et le plus grand nombre de sites sur la Liste en péril. En même temps que le nombre de biens du patrimoine mondial africain a augmenté de 7 à 9% sur la Liste du patrimoine mondial, le nombre de biens africains sur la Liste du patrimoine mondial en péril s'est accru de 40 à 42%. L'augmentation du nombre de sites sur la Liste en péril est attribuable en particulier aux conflits au Mali ayant affecté les biens du patrimoine mondial de Tombouctou et du tombeau des askias ; et en RDC affectant les biens du patrimoine mondial des parcs nationaux de Virunga et Okapi.
34. Alors qu'on remarque des améliorations substantielles dans les cadres institutionnels grâce au renforcement des capacités des personnels, plusieurs Etats Parties n'ont pas mis à jour leurs politiques du patrimoine ni pris des mesures légales appropriées pour faire face à leurs difficultés particulières. Plusieurs Etats Parties Africains travaillent

encore avec des législations édictées dans les années 1960 et 1970. Seul un nombre limité d'entre eux ont intégré la Convention du patrimoine mondial dans leur système légal.

35. Peu d'Etats Parties africains investissent dans le patrimoine à l'échelle nationale et encore moins à l'échelle régionale. Ainsi, il y a des Etats Parties qui n'ont pas investi dans le Fonds pour le patrimoine mondial africain quoiqu'étant parmi les initiateurs d'AWHF en tant que membres du groupe africain à l'UNESCO et à l'Union Africaine. Le manque d'investissement dans le patrimoine à l'échelle nationale sape le processus de renforcement de capacités, puisque la plupart des professionnels formés sont ou bien mis de côté ou encore abandonnent le secteur à la recherche de meilleure rémunération ou d'engagement professionnels plus actifs. Ceci transparait dans les lacunes de mise en œuvre de la Convention et donc une conservation et gestion inexistantes ou insuffisantes des biens déjà inscrits ou sur la Liste indicative.
36. L'Afrique est toujours confrontée aux crises, guerres et destructions internes. La République Démocratique du Congo (RDC), avec cinq biens naturels du patrimoine mondial, a eu ses biens sur la Liste du patrimoine en péril pendant plus de dix ans sans aucun signe de remède à la situation. De la même façon, les biens du patrimoine mondial de l'Etat Partie du Mali sont menacés. Les Orientations considèrent ces situations similaires aux cas des Etats Parties ne se conformant pas à la Convention.
37. L'Afrique est un continent riche à la fois en patrimoine matériel et immatériel. Plusieurs sites du patrimoine, y compris certains biens du patrimoine mondial, ont été gérés par les communautés pendant des siècles grâce aux systèmes traditionnels de gestion. En même temps qu'à travers les Orientations, la Convention du patrimoine mondial reconnaît la validité de ces systèmes de gestion, le besoin existe encore de documenter les systèmes traditionnels. Des orientations sont nécessaires sur comment ce savoir doit être utilisé et des standards et conditions établis pour son utilisation en tant qu'outil acceptable pour la gestion des biens du patrimoine mondial.
38. En termes de formation, le rôle des centres régionaux comme le CHDA, l'EPA et les collèges de gestion de la faune africaine (Mweka) entre autres, n'ont pas été spécifiques à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Alors qu'ils sont utilisés en cas de besoin, il n'existe pas de relation ni de soutien structuré du Comité du patrimoine mondial ou des Etats Parties sur le continent. Dans le même temps, dans le cas où il a pu exister des relations avec les organes consultatifs, ceci a été fait de façon ad hoc. Il n'existe aucune structure permanente pour assurer une collaboration et un soutien continu entre ces partenaires. La situation actuelle a créé un état de temporalité et de dépendance dans ces centres. Ceci retarde leur habilité à contribuer efficacement aux initiatives de renforcement de capacité de façon continue et sur le long terme en Afrique.
39. Les universités en Afrique n'ont pas été considérablement impliquées par rapport au renforcement de capacité dans la conservation et la gestion du patrimoine, lié à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Ceci constitue un contraste avec les universités des pays de l'Ouest où les chaires et les programmes UNESCO continuent d'être créés à un rythme rapide. Les universités sont des centres de connaissance et toute formation viable et de long terme doit utiliser les universités et leurs ressources.

40. La question du développement durable et de la réduction de la pauvreté constitue un élément crucial pour toute discussion sur l’Afrique. Le premier des 8 objectifs du premier document de position africaine affirme que le patrimoine naturel et culturel devrait contribuer au développement durable. Le patrimoine mondial en Afrique et l’atelier sur le développement durable qui a eu lieu à Johannesburg en 2002 établit dans sa déclaration que « la gestion du patrimoine est un important outil pour la promotion du développement durable et pour la réduction de la pauvreté, et que le statut de patrimoine mondial peut apporter une contribution distincte et de valeur au développement durable en Afrique ». cependant, le développement peut être appréhendé dans les deux sens et possède la capacité de détruire le patrimoine mondial que la communauté internationale s’efforce de sauvegarder. Comme résultat, un certain nombre de biens en Afrique tel que la réserve naturelle intégrale du mont Nimba en Côte d’Ivoire et en Guinée, a été inscrite sur la Liste en péril à cause de développements incompatibles et des menaces dérivant des industries extractives, en particulier les activités d’extraction minières et pétrolières.
41. La conservation du patrimoine et le développement, qui ne sont pas mutuellement incompatibles, posent l’extrême difficulté de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Afrique. Aujourd’hui, plusieurs biens du patrimoine mondial africain font face aux impératifs de développement à proximité des biens, ce qui est perçu par le Comité du patrimoine mondial et spécifié dans le Orientations comme une menace à leur Valeur Universelle Exceptionnelle et a fait souvent l’objet de débat au Comité du patrimoine mondial. Ceci inclue les industries extractives telles que l’exploitation minière et minière, l’exploration et le forage pétrolier, ainsi que d’autres activités de développement comme la construction de barrages hydroélectriques et la construction d’infrastructures. Les Etats Parties et les gestionnaires font souvent face à des difficultés pour établir un équilibre entre les intérêts conflictuels et une orientation pratique est nécessaire pour soutenir les processus décisionnels, en particulier en relation avec les besoins exprimés pour le développement social et économique et la réduction de la pauvreté.

PRINCIPES

1. La région Afrique a accueilli avec succès des activités pour célébrer le 40^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial et tous les Etats Parties devraient adopter et mettre en œuvre les recommandations provenant :
 - a. De la réunion d’experts sur les industries extractives et les biens du patrimoine mondial (Maropeng, Johannesburg, Afrique du Sud, mai 2012) ;
 - b. De la conférence de Røros (Norvège, mai 2012) ;
 - c. Le 2nd cycle de Rapport Périodique pour l’Afrique adopté par le Comité du patrimoine mondial en sa 36^e session (St Petersburg, 2012).
2. Le développement durable et le patrimoine durable devraient coexister et par conséquent aucun aspect ne devrait être sacrifié pour le bénéfice ou la survie de

l'autre. Le paradigme parcourant la protection et la conservation des sites devraient être réarticulées pour refléter l'idée selon laquelle la protection et la conservation peuvent coexister. La conformité des priorités de conservation du patrimoine mondial avec les besoins de développement et la réduction de la pauvreté, est une évolution cruciale dans la formulation des cadres d'action.

3. Les biens du patrimoine mondial sont uniques et irremplaçables et toutes les parties à la Convention devraient garantir que des plans de long terme pour le développement et la gestion des biens sont en place et aussi que les bénéfices de court terme ne compromettent pas la durabilité. La conservation et la protection du patrimoine matériel et immatériel des générations passées, présentes et futures doivent être prioritaires.
4. La protection et la gestion du patrimoine culturel et naturel constituent une partie centrale des programmes de développement et devraient être intégrées de façon effective dans les mécanismes de planification à l'échelle nationale et régionale.
5. Les communautés locales occupant une place centrale pour la conservation, la protection et la gestion des biens du patrimoine mondial en Afrique, elles devraient être activement impliquées dans les processus du patrimoine mondial à travers des approches robustes, profondes et dynamiques, afin de s'assurer que les bénéfices sociaux, culturels et environnementaux vont au profit des communautés vivant sur et au sein des sites du patrimoine. La consultation et la transparence sont des éléments-clés pour l'inclusion et l'engagement efficaces des communautés dans les processus du système du patrimoine mondial. Le Comité du patrimoine mondial et l'Union Africaine devraient déterminer les lignes-forces du renforcement des communautés dans les processus de développement des différents pays afin d'assurer des bénéfices croissants et concrets aux communautés.
6. Le langage du patrimoine mondial a besoin d'être traduit dans les contextes locaux afin de sensibiliser et d'éveiller la conscience au sein des communautés dans la perspective de leur participation efficace dans les processus du patrimoine mondial, y compris le renforcement des bénéfices découlant des synergies et des habiletés traditionnelles détenues par les communautés en charge du site. Les concepts du patrimoine mondial et les législations idoines doivent être communiqués de façon simple pour obtenir l'appropriation et la participation. Les communautés locales devraient reconnaître les obligations et responsabilités venant de leur implication active dans les processus du patrimoine mondial. Ceci inclut la création des liens indispensables entre l'échelle mondiale et celle locale dans le but d'encourager le partage de connaissance. Il est préférable que la communication soit faite dans leur langue.
7. Les aspects immatériels du patrimoine, les connaissances autochtones et les systèmes traditionnels devraient être intégrés dans les initiatives de gestion, de conservation et de tourisme durable pour les biens du patrimoine mondial aussi bien naturels que culturels, étant donné que la culture locale porte généralement les vraies valeurs que nous avons l'intention de protéger. Des plans devraient être mis en place pour garantir la protection des biens, des expériences authentiques et leur accès par les peuples du monde entier.

8. Les partenariats public/privé sont importants et devraient être encouragés pour la conservation et la gestion des biens du patrimoine mondial en vue de débloquer le potentiel de financement, les synergies et les stratégies de visibilité d'affaire conduisant éventuellement à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. Le dialogue entre les secteurs publics et privés doit être intensifié en vue de réconcilier les différents agendas, en même temps que des protocoles de régulation doivent être mis en place pour gérer les activités d'affaires sur et à l'intérieur des biens du patrimoine mondial. Les bénéfices commerciaux provenant des sites devraient être réinvestis au niveau local.
9. L'Information, la Communication et la Technologie (ICT) est importante dans la gestion des biens du patrimoine mondial et devrait être utilisée pour améliorer l'expérience des visiteurs en même temps qu'elle réduit les possibilités d'aliénation des communautés liées au patrimoine. Cette stratégie doit aussi conduire à réduire la fracture numérique et améliorer l'accès de tous au patrimoine.
10. Les industries extractives devraient rester engagées pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial à travers le renforcement de leur obligation à utiliser les méthodes environnementales durables, où la protection et la préservation des biens du patrimoine mondial est prioritaire. Les profits des industries extractives devraient contribuer à la gestion des sites et garantir des bénéfices socioéconomiques aux communautés.
11. Les médias jouent un rôle important dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Une relation plus solide doit être créée avec l'industrie médiatique afin de promouvoir et de créer les conditions de paix, de compréhension et de coexistence dans la diversité qui émane des biens du patrimoine mondial.
12. Les Etats Parties doivent continuer de mettre en œuvre la Stratégie Globale, en même temps que les pays qui ont des biens inscrits sont encouragés à soutenir les autres en vue de réaliser une représentation équilibrée et équitable de la Liste du patrimoine mondial.
13. Le Fonds pour le patrimoine mondial africain continue de jouer un important rôle dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et par conséquent, les Etats Parties Africains et toute autre partie intéressée devrait soutenir le Fonds et l'utiliser comme plate-forme pour créer un dialogue sur le continent.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont le résultat des discussions qui ont eu lieu pendant la conférence internationale « Vivre avec le patrimoine mondial en Afrique », et concernent toutes les parties responsables de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial :

1. Recommandations générales

- a. Développer les cadres stratégiques et des stratégies cohérentes qui examinent avec attention les questions de conservation du patrimoine et de développement durable à partir de plusieurs perspectives susceptibles de garantir l'atteinte des objectifs de développement.
- b. Intégrer de façon efficace la conservation et la gestion du patrimoine dans un plan de développement plus large.
- c. Développer la terminologie et le langage adéquats pour prendre en compte les implications, les responsabilités et les processus établis dans la Convention du patrimoine mondial. En gérant les sites, des actions méritent d'être définies conjointement avec les communautés plutôt que pour elles.
- d. Partager l'information et les idées, particulièrement pour le cas des biens transfrontaliers, afin d'accroître la coopération régionale pour une protection efficace.
- e. Promouvoir la technologie de l'information (IT) et l'économie numérique dans les processus liés à la gestion du patrimoine et au développement afin d'améliorer les conditions de vie des peuples autour des biens du patrimoine mondial.
- f. Encourager les Etats Parties à mettre à jour leurs cadres législatifs et réglementaires afin de promouvoir efficacement la conservation, la protection et la gestion du patrimoine.
- g. Sécuriser les ressources nécessaires pour soutenir des actions durables de protection, de conservation et de gestion sur les biens du patrimoine mondial. Dans ce contexte, le principe d'encourager les partenariats public-privé sera crucial. L'utilisation de ressources provenant du secteur privé mérite aussi d'être prise en compte pour des études d'évaluation d'impact culturel.
- h. Développer de nouvelles approches de gestion qui répondent aux besoins actuels et fassent ressortir les besoins sociaux et économiques. Ces approches devraient être soutenues par la définition de stratégies cohésives et l'adoption de politiques au niveau national.

2. Recommandations de la session sur les industries extractives

- a. Le Conseil International des Mines et des Métaux (ICMM), devrait étendre le dialogue en cours avec la communauté du patrimoine mondial pour la promotion de bonnes pratiques et pour garantir des normes positives dans l'industrie. L'adoption, par d'autres industries, des principes durables adoptés par l'ICMM devraient être encouragée et, si possible, des orientations spécifiques doivent être développées concernant le rôle des industries extractives dans le contexte du développement durable.
- b. Les Etats Parties doivent respecter le principe « no go » d'ICMM en ne délivrant pas de licence aux non-membres sur les biens du patrimoine mondial.
- c. Dans le cadre du développement des orientations de politique pour les biens du patrimoine mondial, développer des orientations claires répondant aux défis concernant le niveau croissant de pauvreté, le sous-développement et l'amélioration des conditions de vie en Afrique.
- d. Evaluer le potentiel en ressources, y compris celles minérales et pétrolières, avant que l'inscription des biens sur la Liste du patrimoine mondial afin de permettre une prise de décision raisonnée par les Etats Parties et réduire les situations de

conflit concernant la conservation et la protection des biens du patrimoine mondial.

- e. Améliorer les technologies et les stratégies de mitigation qui garantissent que les pratiques extractives ont un impact moins étendu sur les biens du patrimoine mondial existants et potentiels.
- f. Renforcer les relations de travail entre les Etats Parties et les industries extractives afin d'améliorer la réconciliation des besoins de conservation avec les impacts découlant des pratiques extractives.

3. Patrimoine mondial et communautés locales

- a. Définir le concept de communauté locale dans toute sa complexité. Le processus définitionnel devrait être flexible afin que les communautés non impliquées initialement puissent être intégrées quand et si nécessaire.
- b. Reconnaître la diversité des définitions des bénéfices communautaires à l'intérieur et au-delà des limites des biens du patrimoine mondial étant donné que celles-ci peuvent varier d'une communauté à une autre.
- c. Prendre note et travailler avec les communautés dans les actions de conservation et de gestion du patrimoine et promouvoir la création de structures formelles de cogestion sur les biens du patrimoine mondial en incorporant les systèmes traditionnels de conservation et de connaissance dans la gestion des biens du patrimoine mondial.
- d. Construire et renforcer les capacités organisationnelles des communautés locales à participer à la gestion collaborative des biens du patrimoine mondial.
- e. Les connaissances culturelles devraient être prises en considération au moment d'identifier les critères d'inscription, en particulier pour les sites naturels.
- f. Evaluer et harmoniser les cadres législatifs et réglementaires afin de répondre aux tendances émergentes au moment de prendre en compte les dynamiques et la diversité des communautés et de leurs valeurs.
- g. Etablir des mécanismes durables pour la conservation et la gestion des biens du patrimoine mondial et soutenir les besoins de développement communautaires dans et aux abords des biens.
- h. Développer les partenariats privé/public pour le développement durable des communautés et les actions de conservation du patrimoine.
- i. Renforcer la coopération et la synergie entre les différentes agences et acteurs afin d'engager efficacement la gestion du patrimoine mondial et le développement durable.
- j. Promouvoir le jumelage inter-régional et intra-régional des biens du patrimoine mondial, afin de garantir des interactions larges et significatives des communautés locales. La connaissance mutuelle constitue la véritable valeur des communautés.

4. Patrimoine mondial et développement durable

- a. Les Etats membres s'engagent à développer des politiques qui considèrent que le patrimoine culturel et naturel comme la locomotive du développement durable et comme facteur d'identité nationale et régionale. Le développement des politiques doit être suivi par des orientations pour garantir leur mise en œuvre efficace.

- b. Les Etats membres ont opté pour l'adoption de la Charte de Renaissance Culturelle Africaine et d'autres chartes et accords pertinentes à l'échelle régionale dans le souci de créer de larges synergies qui lient la culture au développement/priorités économiques et sociaux ainsi qu'aux politiques mondiales. Les moyens de ratification de diverses chartes doivent être vulgarisés au niveau des Etats Parties.
- c. Promouvoir l'implication de la société civile, des communautés locales et du secteur privé et clarifier leurs rôles, responsabilités et mandats pour la conservation du patrimoine mondial.
- d. Encourager l'application des principes d'adhésion libre et responsable dans les processus du patrimoine mondial, y compris les propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et la définition et la mise en œuvre des systèmes de gestion.
- e. Garantir la réalisation de bénéfices communautaires appropriés et équitables afin de contribuer activement à la conservation des biens du patrimoine mondial.
- f. Etablir les stratégies et les pratiques de gestion qui intègrent le développement social et économique avec la conservation du patrimoine.
- g. Intégrer le patrimoine dans les curricula éducatifs à tous les niveaux afin de garantir la promotion de la conservation du patrimoine et la reconnaissance de son importance.
- h. Lancer un appel aux Etats Parties afin qu'ils consacrent des ressources au renforcement des capacités pour la conservation durable du patrimoine.
- i. Promouvoir des approches équilibrées dans la gestion du patrimoine mondial, qui respectent et protègent les Valeurs Universelles Exceptionnelles et les attributs des biens inscrits.

5. Patrimoine mondial et tourisme durable

- a. Gérer le développement des biens du patrimoine mondial comme des destinations de tourisme écologique et culturel afin d'améliorer la qualité des conditions de vie des communautés locales.
- b. Promouvoir le tourisme durable comme instrument pour la conservation et la protection des biens du patrimoine mondial à travers, entre autres, la participation active et la sensibilisation des communautés locales. Les bénéfices provenant des pratiques de tourisme durable devraient aussi bénéficier aux communautés locales.
- c. Promouvoir la documentation des savoir et savoir faire matériels et immatériels sur les biens du patrimoine mondial en partenariat avec les universités.
- d. Garantir les bénéfices aux communautés locales dans et aux abords des biens du patrimoine mondial en améliorant leurs compétences et leurs capacités à participer aux activités de tourisme durable, et encourager l'établissement d'entreprises locales, telles que les industries créatives, les visites organisées, l'hébergement, la restauration etc.
- e. Garantir que les communautés locales apprécient et soutiennent les efforts de conservation durable des biens du patrimoine mondial.
- f. Garantir que le suivi participatif des questions de tourisme dans et aux abords des biens du patrimoine mondial constitue une activité continue ; et avoir les instruments adéquats en place provenant aussi bien des communautés que du secteur du patrimoine.

- g. Utiliser le programme de tourisme durable du patrimoine mondial comme cadre pour garantir la mise en œuvre des priorités établies par l’Afrique.
- h. Garantir des mécanismes adéquats de financement et fournir des plans d’affaire afin de garantir la mise en œuvre des initiatives de tourisme durable dans et aux abords des biens du patrimoine mondial.

CONCLUSION

Les délégués à la conférence internationale sur « Vivre avec le patrimoine mondial en Afrique » ont conclu que les résultats du programme de sept mois développé dans le cadre de la célébration du 40^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial en Afrique peuvent être résumés comme :

- a. Notre contribution au patrimoine de l’humanité est la somme de nos actions présentes.
- b. Le patrimoine mondial en trois mots : connaissance, sensibilité et appartenance.
- c. Si tu fais quelque chose pour moi sans moi, tu es contre moi. Tu ne peux pas dire que c’est pour moi sans moi.

RIEN SUR NOUS SANS NOUS